

DAF\_2024\_001746

**Marché SENSIBLE**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS(CCP)**

**MARCHÉ PUBLIC PASSÉ SELON LA PROCÉDURE FORMALISÉE**

**EN APPLICATION DES ARTICLES R2124-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE  
PUBLIQUE**

**ACHETEUR**

ETAT - MINISTERE DES ARMÉES  
SECRETARIAT GENERAL POUR L'ADMINISTRATION  
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE  
ILE-DE-FRANCE

**REPRESENTANT DE L'ACHETEUR**

**Monsieur le Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense d'Ile-de-France (SID-IDF)**

**Objet de l'accord-cadre**

**Accord-cadre à bons de commande portant sur la réalisation de divers diagnostics pour les opérations  
relevant du périmètre du Service d'Infrastructure de la Défense d'Île-de-France**

- Lot 1 : Repérage tous réseaux et relevés topographiques ;
- Lot 2 : Diagnostic qualitatif et capacitive de l'alimentation électrique ;
- Lot 3 : Diagnostic géotechnique ;
- Lot 4 : Diagnostic structure – charpente – couverture – fondation ;
- Lot 5 : Diagnostic amiante et plomb avant travaux
- Lot 6 : Diagnostics techniques immobiliers

DAF\_2024\_001746

**Accord-cadre à bons de commande portant sur la réalisation de divers diagnostics pour les opérations relevant du  
périmètre du Service d'Infrastructure de la Défense d'Île-de-France**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE I. OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET INTERVENANTS.....</b>	<b>4</b>
1. Objet de l'accord-cadre et durée .....	4
1.1.3 Dispositions particulières à la Défense .....	5
Désignation des intervenants.....	8
<b>ARTICLE II. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE..</b>	<b>10</b>
2.1 Allotissement.....	10
2.2 Répartition des commandes entre les titulaires.....	10
2.3 Emission du bon de commande.....	10
2.4 Signataire du bon de commande.....	11
2.5 Notification et communication de la personne publique.....	11
2.6 Contenu des bons de commande.....	11
2.7 Durée de validité des bons de commande.....	12
<b>ARTICLE III. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>12</b>
3.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre .....	12
3.2 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement de créances.....	12
<b>ARTICLE IV. DELAI D'EXECUTION – PÉNALITES.....</b>	<b>13</b>
4.1. Délai d'exécution des prestations.....	13
4.2. Pénalités .....	13
4.2.1 Pénalités pour retard dans la remise des documents (livrables) pendant l'exécution des prestations .....	13
4.2.2 Pénalités pour non-respect des moyens humains décrits dans le mémoire technique ....	14
4.2.3. Pénalités pour absence .....	14
4.2.4 Travail dissimulé .....	14
4.2.5. Pénalités pour non-respect du formalisme imposé dans le cadre des dépôts de factures .....	14
4.2.6. Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales liées à l'utilisation d'un véhicule éco-responsable.....	14
<b>ARTICLE V. LIVRABLES .....</b>	<b>14</b>
5.1 Généralités .....	14
5.2 Clauses environnementales.....	15
<b>ARTICLE VI. CONTENU DES PRIX – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES....</b>	<b>15</b>
6.1 Contenu des prix.....	15
Facturation.....	17
6.3 Type, forme et variation de prix .....	17
6.5. Délais de paiement de chaque commande.....	18
6.5.4. Intérêts moratoires .....	19
6.5.5. Modalités de paiement direct.....	19
<b>ARTICLE VII. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ .....</b>	<b>20</b>
7.1 Retenue de garantie.....	20
7.2 Avance .....	20
7.3 Acomptes.....	21
<b>ARTICLE VIII. CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>21</b>
8.1 Admission des prestations .....	21
8.3 Transfert de propriété .....	21
8.4 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM) .....	21
<b>ARTICLE IX. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE X. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE.....</b>	<b>22</b>
10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	22
10.2 Résiliation pour autres motifs .....	22
10.3 Annulation d'un bon de commande et indemnisation des frais réels. ....	22

<b>ARTICLE XI. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS REMIS.....</b>	<b>23</b>
11.1 Régime des connaissances antérieures .....	23
11.2 Savoir-faire .....	23
11.3 Régime des résultats.....	23
11.4 Destruction des données.....	23
<b>ARTICLE XII. REPARATION DES DOMMAGES ET ASSURANCES.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE XIII. OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS .....</b>	<b>24</b>
□ 13.1 Application de la réglementation du travail.....	24
13.2 Attestations d'assurance .....	24
<b>ARTICLE XIV. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS DE MARCHE .....</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE XV. DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>24</b>
15.1 Règlement des litiges : Médiation .....	24
15.2 Règlement amiable et contentieux des différents et litiges .....	25
<b>ARTICLE XVI. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE XVII. ANNEXES : .....</b>	<b>25</b>

## **Article I. OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET INTERVENANTS**

**Préliminaire :** Le cahier des clauses administratives générales des prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent accord-cadre. La liste des dérogations appliquées à ce document par le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) figure en dernière page.

### **1. Objet de l'accord-cadre et durée**

#### **1.1.1. Objet de l'accord-cadre**

Le présent marché est un accord-cadre multi-attributaire à bons de commandes sur bordereaux de prix unitaires (BPU), avec un montant maximum (10 787 000.00 € HT, soit 12 944 400.00 € TTC), conformément aux dispositions des articles L.2125-1, R.2121-8, R2162-1 à R 2162-6 et 2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Il a pour objet la réalisation de diagnostics pour des opérations de travaux ou cessions immobilières.

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (CCP) concernent l'exécution de prestations sur :

- les emprises relevant du service d'infrastructure de la défense d'Ile-de-France (SID-IDF) et soutenus par ses organismes subordonnés (unités de soutien de l'infrastructure de la défense - USID)
- les opérations conduites par le service d'infrastructure de la défense d'expertise et production nationale (SID EPN) s'agissant du périmètre de l'Ile-de-France.

#### **1.1.2. Durée de l'accord-cadre**

La durée de l'accord-cadre est la durée pendant laquelle des bons de commande peuvent être émis.

La durée initiale de l'accord-cadre, c'est-à-dire sa durée de validité avant toute reconduction, est d'**un (1) an** à compter de sa date d'effet.

L'accord-cadre est reconductible tacitement **trois (3) fois**, par période d'une année, sans que sa durée ne puisse excéder quatre (4) années par rapport à la date d'effet de l'accord-cadre.

L'acheteur n'est pas tenu de reconduire tous les lots et il peut être procédé à la reconduction d'un ou plusieurs lots.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction d'un lot, conformément à l'article R. 2112-4 du code de la commande publique. En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La non-reconduction du présent accord-cadre devra intervenir par décision du représentant de l'acheteur écrite et notifiée à chacun des titulaires du lot du présent accord-cadre au plus tard un (01) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

##### **1.1.2.1. Date d'effet de l'accord-cadre**

Compte tenu du nombre important de lots à notifier et du fait qu'ils ne peuvent être tous notifiés le même jour, il est instauré une date d'effet de l'accord-cadre.

La date d'effet sera identique pour tous les titulaires d'un même lot et ne peut être postérieure de plus de trente (30) jours à la date de la notification. La date d'effet est fixée lors de la notification.

La date d'effet de la première reconduction interviendra un an après la date d'effet de l'accord-cadre et se substituera à cette dernière pour les modalités d'application de la variation des prix mentionnée à l'article 7.2 du présent document. La même règle s'applique pour les dates des futures reconductions.

La date d'effet de chaque reconduction intervient le lendemain de la fin de la période précédente.

##### **1.1.2.2. Durée de validité des bons de commande**

Compte tenu de la durée particulièrement longue de certains diagnostics, la personne habilitée à représenter le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au terme de l'accord-cadre.

Tout bon de commande notifié avant le terme de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme.

### 1.1.2.3. Dérogations au principe d'exclusivité

L'acheteur s'engage à avoir recours au présent accord-cadre et à acquérir par son biais, l'ensemble des besoins définis dans les documents contractuels.

Toutefois, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité d'acquérir en dehors du présent accord-cadre, et donc, de recourir à un tiers, sans préjudice et indemnités pour les titulaires, dans les cas suivants :

- prestations nécessitant la possession ou l'obtention d'une habilitation au secret de la défense nationale (« très secret », « secret ») délivrée par l'autorité de sécurité déléguée compétente pour le ministère des armées et le service d'infrastructure de la défense ;
- prestations intéressant une opération connexe ;
- prestations relatives à un marché de travaux estimé à plus de 20 millions d'euros TTC ;
- opérations dont le recours au présent accord-cadre serait jugé comme inadapté.

### 1.1.3 Dispositions particulières à la Défense

#### 1.1.3.1 Obligations de discrétion

Tout personne ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études et prestations concernées (conformément à l'article 5.1 du CCAG PI).

Pour tout manquement aux obligations de discrétion d'un intervenant, l'accord-cadre peut-être résilié aux frais et aux torts du cocontractant dans les conditions fixées à l'article 39 du C.C.A.G P. I, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

#### 1.1.3.2 Mesures de sécurité propres à la défense

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre intéressent la défense ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG PI.

L'entreprise est informée que l'ensemble du personnel participant aux prestations fera l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire). L'enquête administrative est effectuée dans un délai moyen de deux mois.

La délivrance des autorisations peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères. Le représentant de l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable de l'allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisation qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel.

Le titulaire est informé que toute personne faisant l'objet d'une enquête administrative « avec réserve » se verra automatiquement refuser l'accès au site. Le titulaire s'engage dans cette hypothèse à remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

### **1.1.3.3 Dispositions relatives au contrôle élémentaire**

#### **1.1.3.3.1**

#### **Contrôle nominatif**

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire de chaque lot au moment de la notification de l'accord-cadre.

Cette liste doit comporter pour chacun des personnels les biodatas suivants :

- Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance avec le code postal ;
- Nom et implantation géographique de l'entreprise avec code postal.

En outre, cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D1221-24 du code du travail, le représentant de l'acheteur exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du site.

Les personnes n'étant pas mentionnées sur la liste, se verront refuser l'accès au site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie pour les prestations sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI, afin qu'il y ait toujours au moins un diagnostiqueur présentant un contrôle élémentaire « sans réserve » pour chaque demande, en cas de contrôle élémentaire « avec réserve » affectant un ou plusieurs diagnostiqueurs, l'entreprise devra proposer un (ou plusieurs) nouveau(x) diagnostiqueurs à compétence et expérience équivalente à l'acheteur via les coordonnées suivantes :

[esid-ile-france-sai.charge-qual-int.fct@intradef.gouv.fr](mailto:esid-ile-france-sai.charge-qual-int.fct@intradef.gouv.fr)  
copie : [cybelle.andeme@intradef.gouv.fr](mailto:cybelle.andeme@intradef.gouv.fr) / [marine.bolosier@intradef.gouv.fr](mailto:marine.bolosier@intradef.gouv.fr)

L'entreprise devra à cette occasion fournir l'attestation de compétence du nouveau diagnostiqueur ainsi que son CV. En l'absence de récusation du diagnostiqueur dans un délai d'un mois à compter de la proposition de la communication, ils sont réputés être acceptés par l'acheteur.

En cas d'impossibilité pour la société de proposer au moins un diagnostiqueur présentant un contrôle élémentaire « sans réserve », le RPA se réserve le droit de résilier avec la société l'accord-cadre s'agissant du lot concerné.

#### **1.1.3.3.2. Contrôle des accès**

Les conditions d'admission et de circulation pouvant varier d'un site à l'autre, le représentant de l'acheteur précisera au titulaire les formalités à accomplir à l'occasion de l'émission de chaque bon de commande.

#### **1.1.3.3.3. Contrôle des véhicules**

Une liste des immatriculations des véhicules privés sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'ouvrage.

#### **1.1.3.3.4. Clauses spécifiques d'un « contrat classé »**

L'ensemble des lots du présent accord-cadre sont des marchés dits SENSIBLE.

#### **1.1.3.3.5. Dispositions générales :**

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/PI, et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du présent accord-cadre la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- L'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;
- Les articles 413-9 et 413-12 du code pénal.

#### 1.1.3.3.6. Obligations du titulaire.

Le titulaire reconnaît :

- Qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle (annexe n° 7 au CCP) par laquelle lesdits personnels attestent :

- Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;

Le titulaire s'engage :

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'acheteur, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Les personnes devant participer aux prestations du présent accord-cadre devront préalablement avoir fait l'objet d'une enquête administrative conformément à l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserves d'avoir remplis les obligations citées dans le paragraphe précédent :

- À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations ;
- À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution ;
- À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent accord-cadre, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par l'accord-cadre.

#### **1.1.4 Restrictions**

Pas de stipulation particulière.

Désignation des intervenants

#### **1.1.5 Titulaire**

##### **1.1.5.1. Pré-désignation des intervenants**

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui auront été désignées dans le mémoire technique lors de la remise des offres. Si le titulaire souhaite proposer un diagnostiqueur différent, il devra en informer le conducteur d'opération et fournir à cette occasion son CV. L'absence de récusation du nouveau diagnostiqueur par le conducteur d'opération dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande, vaut acceptation du nouveau diagnostiqueur proposé.

##### **1.1.5.2 Certification requise en vertu des obligations réglementaires**

#### **Lot n°5 : Diagnostic amiante et plomb et lot n°6 : diagnostics techniques immobiliers**

En vertu de l'arrêté du 23 janvier 2020 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant travaux avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis, l'opérateur de repérage devra disposer de la certification avec mention dans le domaine amiante prévue par l'arrêté pris en application des articles R. 271-1 du Code de la construction et de l'habitation et R. 1334-23 du Code de la santé publique.

Conformément à l'arrêté du 2 juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification, et notamment en son article 3, seul un opérateur disposant d'une certification avec mention peut réaliser les opérations relatives aux diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures et les contrôles après travaux en présence de plomb. Pour chaque bon de commande afférent à ce type de prestation, le titulaire devra fournir l'accréditation de l'opérateur qui effectuera les prestations.

Au vu du contexte d'évolution réglementaire dans ce domaine, il est précisé qu'en cas de modification des prérequis obligatoires dans le domaine de l'amiante et du plomb, le titulaire sera dans l'obligation de fournir les nouveaux éléments conformément à la nouvelle réglementation.

#### **1.1.6 Sous-traitance**

##### **1.1.6.1. Le paiement direct des sous-traitants**

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande publique, le seuil prévu à l'article L. 2193-10 du Code de la commande publique à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 10% du montant total du marché.

Ce seuil s'applique en effet aux marchés de services, de travaux ou de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service, passés par les services de la Défense, notamment des marchés de réalisation de prototypes, de fabrication, d'assemblage, d'essais, de réparations ou de maintien en condition et de prestations intellectuelles.

#### 1.1.6.2 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclic.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCP.

#### 1.1.6.3 Modalités de paiement direct par virements

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en un exemplaire au projet de décompte, une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et exclu la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, ce dernier joint en double exemplaire au projet de décompte une copie de la demande de paiement du sous-traitant, acceptée ou rectifiée, ainsi qu'une attestation de paiement, signée du titulaire, indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et exclu la TVA.

#### 1.1.7 Délégation des attributions du représentant de l'acheteur

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG PI, les ordres de service seront notifiés par le représentant de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG PI, un ordre de service, émis dans le cadre du présent accord-cadre, est la décision du représentant de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre.

#### 1.1.8 Autres intervenants

##### 1.1.8.1. L'acheteur

En application de l'article 3.3 du C.C.A.G. / P.I, le Directeur du service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France (SID-IDF) est l'acheteur habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent accord-cadre. A ce titre, il est le seul à pouvoir signer des actes modificatifs de l'accord-cadre et à résilier ce dernier.

Les coordonnées de l'acheteur sont :

Ministère des Armées  
Service d'infrastructure de la Défense d'Ile-de-France  
Service achats infrastructure  
Base de Loges - 8 avenue Président Kennedy - BP 40202  
78102 Saint-Germain-en-Laye

##### 1.1.8.2 Représentation de l'acheteur

En précision de l'article 3.3 du CCAG PI, pour les besoins de l'exécution du marché, le représentant de l'acheteur sera mentionné sur chaque bon de commande.

Le représentant de l'acheteur est l'unique interlocuteur public du titulaire.

#### 1.1.8.3 Autres intervenants

Le cas échéant, le nom et les missions seront communiqués au titulaire dès connaissance par le représentant de l'acheteur.

## **Article II. CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE**

### 2.1 Allotissement

Le présent accord-cadre se décompose en 6 lots répartis de la manière suivante :

- Lot 1 : Repérage tous réseaux et relevés topographiques ;
- Lot 2 : Diagnostic qualitatif et capacitive de l'alimentation électrique ;
- Lot 3 : Diagnostic géotechnique ;
- Lot 4 : Diagnostic structure – charpente – couverture – fondation ;
- Lot 5 : Diagnostic amiante et plomb avant travaux ;
- Lot 6 : Diagnostics techniques immobiliers.

### 2.2 Répartition des commandes entre les titulaires

Le présent accord-cadre est multi-attributaire. L'acheteur retiendra au maximum à cinq (5) titulaires pour le lot n°5 et au maximum à trois (3) titulaires pour les lots 1, 2, 3, 4 et 6 conformément aux dispositions prévues par l'article 2.g du RC pour chacun des lots énoncés à l'article 2.1 du présent CCP.

L'attribution des bons de commande s'effectuera à tour de rôle selon l'ordre établi à la suite du classement des offres.

En raison du fort intuitu personae qui lie le titulaire du bon de commande à une opération, il est précisé que les éventuelles autres prestations à exécuter dans le cadre d'une même opération, seront effectuées par le titulaire du bon de commande initial, toutefois le titulaire ne pourrait se prévaloir d'aucun droit d'exclusivité s'il est décidé de recourir à un autre titulaire pour une commande relevant d'une même opération.

### 2.3 Emission du bon de commande

Les bons de commande sont passés à la survenance du besoin et ce durant la période de validité de l'accord-cadre.

Au moment de la transmission du projet de bon de commande par voie dématérialisée avec accusé de réception, le représentant de l'acheteur fixe le délai dans lequel la société est tenue d'accepter l'exécution du bon de commande en le retournant signé sans que ce délai ne puisse être inférieur à trois (3) jours ouvrés.

Le silence gardé par le titulaire dans le délai précité, vaut refus de l'exécution de la commande et autorise la personne ayant reçu délégation pour émettre des bons de commande à attribuer le bon de commande au titulaire suivant.

La commande est acceptée par le titulaire, dès lors qu'il transmet en retour par voie dématérialisée, le projet de bon de commande validé par ses soins.

Ainsi sur la base de ce dernier, le représentant de l'acheteur notifiera au titulaire, par voie dématérialisée avec accusé réception, le bon de commande emportant démarrage de l'exécution des prestations de la phase concernée.

A cette occasion, le titulaire du lot indique au maître d'ouvrage les données relatives aux bio datas des intervenants pressentis qui seront chargés d'exécuter le bon de commande, conformément à l'article 1.2.3 du présent CCP.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG PI, si la commande qui lui est passée ne lui permet pas d'assurer entièrement la mission de diagnostiqueur telle qu'elle est définie par l'annexe technique afférente, l'entreprise est tenue d'alerter par écrit le conducteur d'opération dans un délai fixé par ce dernier sans que ce délai ne puisse être inférieur à 3 (trois) jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande.

En cas de changement de titulaire au sein d'une même opération, le transfert des prestations à un éventuel nouveau prestataire sera réalisé sans rupture de service et le représentant du pouvoir adjudicateur pourra notifier au « titulaire sortant » par simple ordre de service la date précise de fin des prestations sans que ce dernier ne puisse se prévaloir d'une quelconque indemnité à ce titre.

## 2.4 Signataire du bon de commande

La signature des bons de commandes est organisée conformément à l'article 1 de la « *décision portant délégation de signature en matière de marchés publics et d'accords-cadres* » en vigueur le jour de leur notification au sein du Service d'Infrastructure de la Défense (SID-IDF)

Elle est consultable sur [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr) ou sur demande auprès du service achats infrastructure (SAI) du Service d'Infrastructure de la Défense.

S'agissant du service d'infrastructure de la défense d'expertise et production nationale (SID EPN), le représentant du pouvoir adjudicateur du SID EPN signera les bons de commande.

## 2.5 Notification et communication de la personne publique

En application de l'article 3.1 du CCAG PI, toute décision ou communication de la personne publique ou du représentant de l'acheteur faisant courir un délai, sera notifiée au titulaire par voie dématérialisée avec accusé de réception.

## 2.6 Contenu des bons de commande

Les prestations auprès des titulaires feront l'objet de bons de commande successifs notifiés aux titulaires au fur et à mesure des besoins.

Le titulaire ne peut prétendre au règlement de prestations que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande écrit.

### Chaque bon de commande précise notamment :

- Les références de l'accord-cadre (n° lot, n° EJ et date de notification);
- Les références du bon de commande (numéro et date) délivrées par le service achats ;
- Le numéro d'engagement juridique (n° EJ) du bon de commande ;
- Le numéro du service exécutant ;
- Le nom du service émetteur de la commande ainsi que les coordonnées de l'interlocuteur du Service d'Infrastructure de la Défense d'Île-de-France ;
- Le lieu d'exécution des prestations ;
- La nature et la description des prestations à exécuter (par référence au BPU) et leur quantité ;
- Le délai d'exécution ;

- La date de début d'exécution des prestations si connue du RPA ;
- Les éventuelles indications de contraintes d'exécution et exigences particulières ;
- Le montant H.T et T.T.C de la commande calculé sur la base des prix figurant au bordereau de prix unitaires (BPU) pour chaque élément de mission ;
- La signature de la personne habilitée à signer le bon de commande.

### 2.7 Durée de validité des bons de commande

L'acheteur se réserve la possibilité de notifier des bons de commande jusqu'au terme de la durée de validité de l'accord-cadre. Tout bon de commande notifié avant la date de fin de validité de l'accord-cadre doit être exécuté jusqu'à son terme.

## **Article III. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces mentionnées ci-après prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives de l'acheteur et fait seul foi.

### 3.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre

#### Pièces particulières de l'accord-cadre :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP), ses annexes techniques (1 par lot) et son annexe « déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un marché sensible »
- Le mémoire technique remis à l'appui de l'offre

#### Pièces particulières relatives au bon de commande :

- Le bon de commande ;
- La fiche synthétique de l'opération ;
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage ;
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'œuvre.

#### Pièces générales contractuelles :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 6.4.1 sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui le modifie

#### Pièces générales non contractuelles :

- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

### 3.2 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement de créances

Les pièces à remettre au titulaire sont celles prévues par l'article 4.2 du CCAG dans les conditions prévues par ce dernier. Il est précisé qu'au titre de cet accord-cadre, conformément à l'article R.2191-

51 du code de la commande publique, le certificat de cessibilité ou l'exemplaire unique ne sera délivré sur demande du titulaire qu'au titre de chaque bon de commande qui lui aura été préalablement notifié.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seul, foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

#### **Article IV. DELAI D'EXECUTION – PÉNALITES**

##### **4.1. Délai d'exécution des prestations**

Le délai d'exécution des prestations proprement dit sera fixé dans chaque bon de commande. Il ne pourra, en aucun cas, être changé sans accord écrit de la personne ayant le pouvoir de signer les bons de commande.

##### **4.2. Pénalités**

Il est précisé que les pénalités prévues au présent CCP peuvent se cumuler.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI, le titulaire n'est pas automatiquement exonéré des pénalités qui ne dépasseraient pas 300 € H.T.

Pour le calcul des jours de retard, il ne sera tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de remise du document ou de l'avis ci-avant.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G. / P.I., les pénalités pour retard sont encourues du simple fait de la constatation du retard des prestations par le représentant de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du C.C.A.G. / P.I., le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire, au titre d'un bon de commande, ne pourra excéder 20 % du montant total du bon de commande.

##### **4.2.1 Pénalités pour retard dans la remise des documents (livrables) pendant l'exécution des prestations**

Les pénalités suivantes sont applicables à l'ensemble des titulaires des lots.

- Dans l'exécution des prestations (y compris retard dans la remise des livrables):

Les titulaires des lots subissent une pénalité forfaitaire de:

- montant pour les BDC inférieur à 2000 € HT: 50 € par jour calendaire et par BDC;
- montant pour les BDC entre 2000 € HT et 7000 € HT: 150€ par jour calendaire et par BDC;
- montant pour les BDC supérieur à 7000 € HT: 5% du montant du BDC par jour calendaire et par BDC.

-En cas de 2<sup>ème</sup> rejet partiel ou total ou de 2<sup>ème</sup> ajournement d'un livrable jugé de qualité insuffisante:

- montant pour les BDC inférieur à 2000 € HT: 150 € par jour calendaire et par BDC;
- montant pour les BDC entre 2000 € HT et 7000 € HT: 250 € par jour calendaire et par BDC;
- montant pour les BDC supérieur à 7000 € HT: 5% du montant du BDC par jour calendaire et par BDC.

- À partir du 3<sup>ème</sup> rejet partiel ou total ou à partir du 3<sup>ème</sup> ajournement d'un livrable : jugé de qualité insuffisante :

- montant pour les BDC inférieur à 2000 € HT: 250 € par jour calendaire et par BDC;
- montant pour les BDC entre 2000 € HT et 7000 € HT: 350€ par jour calendaire et par BDC;
- montant pour les BDC supérieur à 7000 € HT: 5% du montant du BDC par jour calendaire et par BDC.

Dans la remise de documents (tout document à remettre hors livrables) : le titulaire du lot concerné subit une pénalité de 100 € / jour calendaire ;

#### 4.2.2 Pénalités pour non-respect des moyens humains décrits dans le mémoire technique

En cas de non-respect des moyens humains décrits dans le mémoire technique, le titulaire subit une pénalité de 300 € HT par jour de retard en cas de personnel manquant ou ne respectant pas le profil mentionné au mémoire technique;

#### 4.2.3. Pénalités pour absence

Pénalités pour absence: Pour toute absence à une réunion où sa présence est prévue, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, le titulaire subit une pénalité de 150 € H.T. par absence en cas de non présence à l'une d'entre elles qui n'aurait pas été dûment justifiée au préalable auprès du représentant de l'acheteur.

Le titulaire est tenu de proposer au représentant de l'acheteur un remplaçant en cas d'indisponibilité du diagnostiqueur.

#### 4.2.4 Travail dissimulé

Le titulaire encourt une pénalité de mille cinq cent (1500) euros HT s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatives au travail dissimulé.

#### 4.2.5. Pénalités pour non-respect du formalisme imposé dans le cadre des dépôts de factures

Le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par facture ne respectant par le formalisme imposé (trame ou méthode de complétude).

#### 4.2.6. Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales liées à l'utilisation d'un véhicule éco-responsable

Le titulaire encourt une pénalité de 500 € HT pour chaque manquement constaté par le représentant de l'acheteur.

## **Article V. LIVRABLES**

La nature et le nombre de livrables sont déterminés dans le présent CCP.

### 5.1 Généralités

Le titulaire fournira chaque livrable en version informatique (fichier « .PDF » et fichier natif) ainsi qu'une version en papier recyclé. Les plans, documents, dossiers et supports informatiques devront être soigneusement conditionnés.

Sur tous les documents remis figureront les précisions suivantes :

- Nom du titulaire ;
- Date d'exécution des prestations ;
- Cartouche et logotype du Service d'Infrastructure de la Défense d'Ile-de-France.

Chaque livrable sera présenté au représentant de l'acheteur dans le cadre d'une réunion organisée entre les parties à cet effet. Plusieurs livrables pourront être présentés lors d'une même réunion, avec accord préalable du représentant de l'acheteur.

Un canevas type du programme sera fourni par le titulaire et soumis à la validation du représentant de l'acheteur.

## 5.2 Clauses environnementales

### Clause livrables :

Tous les documents mis à disposition du représentant de l'acheteur seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (Label FSC, PEFC ou équivalent).

### La charte Relations Fournisseurs Responsables (RFR)

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes. La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

### Respect de la norme EURO 5 ou 6 :

Dans le cadre d'une volonté de gestion éco-citoyenne des déchets et de leur transport, les véhicules de collecte respecteront les normes environnementales relatives aux émissions polluantes Euro 5, Euro 6 ou certification équivalente. Le Titulaire s'engagera à respecter la norme Euro 5 pour ses véhicules. De plus, le respect de la norme euro 6 pourra être demandé, s'il le souhaite, par le maître d'oeuvre pour tous les véhicules diesel transportant des matériaux ou déchets du marché.

## **Article VI. CONTENU DES PRIX – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

### ➤ 6.1 Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées par des prix unitaires définis aux BPU exprimés en euros (€) par l'application des prix unitaires fixés au bordereau des prix unitaires.

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Ils sont réputés comprendre :

- la complexité de l'opération ;
- toutes les conditions pouvant, de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution des prestations ;
- la période de recouvrement lors des changements éventuels de coordonnateurs, y compris les frais d'établissement en commun du procès-verbal de passation de consignes ;
- le temps passé pour l'accueil des entreprises et les déplacements, les visites d'inspection communes, les visites inopinées et la participation aux réunions de chantier ;
- Les frais de déplacement
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- les frais de conservation des documents pendant les délais réglementaires ;
- les frais de fourniture au représentant de l'acheteur d'une copie certifiée conforme du registre-journal de coordination ;

- les frais découlant des restrictions d'accès au site ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, à partir de la notification du marché, notamment celles relatives à la lutte contre la propagation de la COVID-19, et aux contraintes sanitaires qui y sont liées ;

Le montant indiqué dans les BPU, s'agissant des différentes réunions, prend en compte les frais de déplacement, le temps consacré aux formalités d'accès au site et les frais divers (ex: secrétariat).

Le temps minimum indiqué pour les réunions et les inspections communes s'entend du temps effectif sur chantier hors temps consacré aux formalités d'accès au site et hors temps de trajet.

## **6.2 Demande de paiement**

Pour chaque bon de commande, le règlement des prestations effectuées interviendra aux dates prévues pour le versement d'acompte. Dans le cas où la durée des prestations exigées dans le bon de commande serait inférieure à trois mois, une fois l'ensemble des prestations réalisées le titulaire pourra présenter une facture.

Le représentant du maître d'ouvrage :

- Soit certifie la facture et procède alors au paiement dans les conditions indiquées ci-après ;
- Soit la rectifie et la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités, les primes et les réfections imposées.

Le titulaire devra présenter ses demandes de paiement sous la forme de factures détaillées en deux exemplaires faisant ressortir obligatoirement :

- Le numéro du service exécutant ;
- Le numéro d'engagement juridique du bon de commande (noté sur la commande) ;
- La date du bon de commande ;
- Le numéro, l'objet et la date de l'accord-cadre ;
- Les noms et adresse du créancier ;
- La raison sociale du créancier, sa forme juridique, son capital ;
- La référence de son inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM) ;
- Le n° SIREN ou SIRET ;
- La date et le numéro de la facture ;
- Le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- La signature du titulaire.

Toute facture ne respectant pas l'une des mentions précitées, une quelconque disposition réglementaire telle que prévue à l'article 242 nonies du code général des impôts ou encore dans le cas d'une remise avant achèvement des prestations à régler, sera retournée au titulaire pour complément. Elle ne pourra donner droit au paiement d'intérêts moratoires.

### **➤ Solde du bon de commande**

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG PI, le marché ne donnera pas lieu à demande de paiement final, ni à l'établissement d'un décompte général. Le solde de chaque bon de commande sera réglé sous la forme d'un paiement définitif.

#### ➤ Facturation

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

**Le service fait doit être réalisé avant le dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro.**

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

Avant de pouvoir déposer sa facture, le titulaire doit disposer des 3 éléments suivants :

- **le code SE (N° SE : D10711L078) ;**
- **le numéro SIRET ETAT 11000201100044 pour les factures ;**
- **le numéro d'engagement juridique.**

Les factures seront déposées dans l'onglet « factures émises ». Pour toutes questions relatives au paiement sur facture, écrire à l'adresse suivante : [esid-ile-de-france.charge-fin.fct@intradef.gouv.fr](mailto:esid-ile-de-france.charge-fin.fct@intradef.gouv.fr)

Chaque demande de paiement, transmise au plus tôt à la date à laquelle les paiements seront exigibles, sera arrêtée en toutes lettres, datée, signée et devra comporter les éléments suivants :

- le numéro du marché (et numéro d'EJ Chorus) et sa date de notification ;
- le numéro de bon de commande (et numéro d'EJ Chorus du BC) et sa date de notification ;
- les prestations auxquelles se rapporte la demande de paiement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bon(s) de livraison ;
- la raison sociale exacte du titulaire, son numéro d'inscription au registre du commerce, son numéro d'identification SIRET et la domiciliation des paiements (demande établie sur papier à en-tête de l'entreprise).

Le comptable assignataire chargé des paiements est :

**Direction Départementale des Finances Publiques des Landes**  
**Service dépenses militaires – B.P. 20175**  
**40003 Mont de Marsan Cedex**

#### 6.3 Type, forme et variation de prix

Les prestations faisant l'objet d'une commande seront réglées par application de prix unitaires, fermes et révisables selon les modalités fixées ci-après.

#### 6.4 Mode de variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

##### 6.4.1 Mois d'établissement du prix du marché

Par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G. / P.I, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro » (mois M0).

##### 6.4.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'index **INGENIERIE** (identifiant 001711010) créé par la circulaire économie et finances C.C.M./121 du 19 février 1974 (base 100 en janvier 2010).

#### 6.4.3 Modalités de révision des prix

La révision des prix du bordereau des prix unitaires (BPU) de l'accord-cadre sera effectuée à chaque reconduction de l'accord-cadre, par application de la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \text{ In} / \text{I}_0$$

Dans laquelle :

C<sub>n</sub> = coefficient de révision ;

I<sub>0</sub> = valeur prise par l'index de référence au moins zéro;

In = valeur prise par l'index de référence au moins n

L'index ING – Mission d'ingénierie et architecture pour l'ensemble des lots.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante :

PN x (I<sub>0</sub> / In) dans laquelle I<sub>0</sub> et In représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (PN).

#### 6.4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

### 6.5. Délais de paiement de chaque commande

#### **6.5.1. Délai global de paiement**

Les règles relatives au délai global de paiement sont celles fixées par la réglementation en vigueur applicable au pouvoir adjudicateur contractant. A titre indicatif, et sans présumer d'un changement de réglementation, le délai global de paiement interviendra dans un délai maximum de 30 jours.

Pour les avances, acomptes et soldes, conformément aux dispositions de l'article premier du titre premier du décret n° 2002-232 du 21 février 2002, le point de départ du délai global de paiement est :

- Pour l'avance : la date de notification des bons commandant des prestations d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'un délai supérieur à deux mois.
- Pour les acomptes : la plus tardive des deux dates suivantes :
  - La date de réalisation du fait technique ouvrant droit à paiement ;
  - La date de réception par la personne publique de la demande de paiement.

#### **En cas de sous-traitance ou cotraitance**

Le délai global de paiement des sous-traitants payés directement est identique à celui prévu pour le paiement du titulaire.

Le délai global de paiement des sous-traitants court à partir de la réception de leurs demandes de paiement, telles que transmises par le titulaire.

Si le titulaire n'a donné aucune suite à une demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé au cotraitant ou au sous-traitant concerné dans les délais indiqués à l'article R.2193-12 du Code de la commande publique, ce cotraitant ou ce sous-traitant envoie directement sa demande de paiement au conducteur d'opération par lettre recommandée avec avis de réception postal ou la lui remet contre un

récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet. Le délai global de paiement de ce cotraitant ou de ce sous-traitant court à partir de la réception par le conducteur d'opération de sa demande de paiement.

#### **6.5.2. Point de départ du délai global de paiement**

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement, ou la date d'achèvement des prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière date est postérieure à la date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande du titulaire.

#### **6.5.3. Suspension du délai global de paiement**

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le représentant du pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus. Cependant, le délai global de paiement de chaque commande ne peut être suspendu qu'une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester d'une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de la commande est alors interrompu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

À compter de la réception des justifications demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, un nouveau délai global de paiement est ouvert. Il est de 30 jours (article R. 2192-29 du code de la commande publique).

#### **6.5.4. Intérêts moratoires**

Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €, due le 1<sup>er</sup> jour de retard, s'ajoute systématiquement aux intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

#### **6.5.5. Modalités de paiement direct**

##### **En cas de groupement**

La remise de la demande de paiement au pouvoir adjudicateur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

##### **En cas de sous-traitance**

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir au R.P.A. les pièces justificatives, établies par les sous-traitants, revêtues de son acceptation ou de son refus motivé, accompagnées d'une attestation indiquant les sommes à régler à chaque sous-traitant concerné. Ces sommes tiennent compte d'une éventuelle variation dans les prix et incluent la TVA.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient impliqués dans une même facture, le titulaire doit faire parvenir l'ensemble des pièces justificatives relatives à ses sous-traitants dans un même envoi.

Il est précisé que le montant total des mandatement effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au R.P.A. par acte spécial modificatif.

### **Sous-traitance de second rang**

Le sous-traitant de second rang doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par le R.P.A.

A cet effet, le sous-traitant de premier rang établira un acte spécial de sous-traitance, accompagné des attestations sur l'honneur usuelles. Ces documents seront ensuite transmis au titulaire du marché, lequel les transmettra à son tour au R.P.A., après avoir apposé sa signature sur l'acte spécial.

Le sous-traitant de premier rang devra fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé.

Le non-respect de cette condition rend la sous-traitance nulle.

## **Article VII. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **7.1 Retenue de garantie**

Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.

### **7.2 Avance**

Une avance, est versée en une seule fois au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R. 2191-3 sont remplies.

- Si le délai initial N d'exécution du bon de commande exprimé en mois n'excède pas douze (12) mois, le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 30 % du montant initial du bon de commande.
- Si le délai initial N d'exécution du bon de commande exprimé en mois est égal ou supérieur à douze (12) mois, l'avance est égale au produit :  $30\% \times (\text{montant du bon de commande} \times 12 / N)$  N étant la durée du bon de commande exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées, atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial des prestations du titulaire. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant des prestations du bon de commande.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par l'article R.2193-10 du Code de la commande publique pour le versement de cette avance.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise au sens du décret n°2008-1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique (pour mémoire : entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros), le taux de l'avance est porté à 30%. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de maintenir l'avance au taux de 5% dans le cas où la solidité financière du titulaire et/ou du sous-traitant ne serait pas garantie.

### 7.3 Acomptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG PI, le titulaire devra présenter ses demandes d'acompte sous forme de factures détaillées. Les demandes d'acompte pourront être partielles. Le versement des acomptes sera effectué au maximum tous les trois mois et pour les PME, sur demande, tous les mois, conformément à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique.

La demande d'acompte comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord de la personne signataire du marché, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte le paiement est effectué dans les délais fixés aux articles R. 2192-10 et R. 2192-11 sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

## **Article VIII. CONTROLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS**

### 8.1 Admission des prestations

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG FCS, les prestations feront l'objet d'une admission par ordre de service signé du représentant de la maîtrise d'ouvrage.

L'OS d'admission des prestations avec ou sans réfaction, l'ajournement ou le rejet de documents ou avis sera notifiée au titulaire dans le délai de deux (2) mois à compter de leur réception.

L'admission ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

Toute facture reçue avant achèvement de la totalité des prestations dues au titre de la partie considérée sera renvoyée à l'expéditeur pour un nouvel envoi en temps opportun. Aucun intérêt moratoire ne sera versé au titre de cette facture reçue précocement.

### 8.2 Achèvement des prestations

Les prestations du titulaire s'achèvent en principe à l'admission de ses prestations par le conducteur d'opération après remise du rapport de diagnostic. Pour autant, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'émettre des bons de commandes complémentaires au titre d'une même opération.

### 8.3 Transfert de propriété

L'admission des prestations entérine de droit le transfert de propriété.

### 8.4 Certificat de bonne exécution de marché (CBEM)

Le Service d'Infrastructure de la Défense peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du Service d'Infrastructure de la Défense d'Île-de-France qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, ou si le contrat est résilié aux torts du titulaire, etc.

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service d'achat qui lui a notifié le marché.

## **Article IX. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du lot n°3 du présent accord-cadre au terme de chaque partie technique décrite à l'annexe n°3 présent CCP.

Dans ce cas, l'arrêt des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité.

## **Article X. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du C.C.A.G. / P.I.

### 10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, celle-ci ne donnera droit à aucune indemnisation du titulaire.

Par dérogation à l'article 40 du CCAP PI, l'indemnité de résiliation pour motif d'intérêt général est obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché ou du bon de commande, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 4%.

### 10.2 Résiliation pour autres motifs

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, le RPA se réserve le droit de résilier l'accord-cadre en ce à n'importe quel moment et sans indemnité pour ce titulaire :

- en cas de non-respect des clauses contractuelles du cahier des charges et des modalités d'exécution des bons de commande ayant notamment conduit à l'annulation d'un bon de commande du fait du titulaire;
- en cas de non-respect de la législation et de la réglementation du travail en vigueur ;
- en cas de violation des obligations mentionnées à l'article 1.2 (Dispositions particulières à la Défense) du présent CCP et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues ;
- en cas de décision ministérielle de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement de l'accord-cadre.

En outre, dans l'hypothèse où le titulaire d'un lot refuse à trois (3) reprises l'exécution d'un bon de commande, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une résiliation de ledit lot avec le titulaire à ses frais et torts exclusifs. Cette résiliation est nécessairement précédée d'une mise en demeure.

Suite à résiliation, et en application des dispositions de l'article 27.1 du CCAG PI, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le bon de commande aux frais et risques du titulaire du présent accord-cadre.

### 10.3 Annulation d'un bon de commande et indemnisation des frais réels.

En cas d'annulation d'un bon de commande du fait de l'administration, celle-ci reste redevable des frais réels engagés par le titulaire, spécifiquement pour l'exécution des prestations annulées sous réserve de transmission de justificatifs correspondants dans le cadre d'un mémoire en réclamation dans les conditions de l'article 43 du CCAG PI, relatif aux différends entre les parties.

Cette indemnisation ne pourra conduire à l'enrichissement sans cause du titulaire.

Si l'annulation du bon de commande fait suite à une faute du titulaire, ce dernier ne peut prétendre à aucune indemnisation. Par ailleurs, cette faute est susceptible de conduire l'acheteur à décider de la résiliation de l'accord cadre.

L'annulation du bon de commande doit être adressée au titulaire par décision du signataire du bon de commande désigné à l'article 2.4 du présent CCP.

## **Article XI. PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS REMIS**

Les définitions des « résultats » et des « connaissances antérieures » sont celles prévues à l'article 32 du C.C.A.G. / P.I.

### **11.1 Régime des connaissances antérieures**

Conformément à l'article 33 du C.C.A.G. / P.I, la conclusion de l'accord-cadre n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, les titulaires de l'accord-cadre et les tiers désignés dans le présent accord-cadre restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsqu'un titulaire de l'accord-cadre incorpore des connaissances antérieures aux résultats et que ces dernières sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire concède, à titre non exclusif, à l'acheteur et au tiers désignés dans le présent accord-cadre le droit d'utiliser de façon permanente, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats dans les conditions prévues par l'article 33.2 du C.C.A.G. / P.I.

A ce titre, le titulaire du présent accord-cadre s'engage à communiquer à l'acheteur au fur et à mesure du développement du résultat un rapport constitué de la liste complète des connaissances antérieures utilisée en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet, etc.), régime juridique. Un rapport est remis à l'acheteur avec la livraison finale du « résultat ».

Le titulaire doit également s'assurer qu'il a acquis les droits permettant à l'acheteur de les exploiter dans le cadre du présent accord-cadre. Le cas échéant, les justificatifs utiles doivent être transmis.

### **11.2 Savoir-faire**

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à l'acheteur pour l'utilisation des résultats des prestations.

Les méthodes et le savoir-faire développés par le titulaire sont compris dans l'accord-cadre.

### **11.3 Régime des résultats**

Les stipulations de l'article 35 du C.C.A.G. / P.I. sont applicables et font parties intégrantes du présent accord-cadre

L'acheteur se réserve le droit de diffuser ou transférer les droits sur les résultats à d'autres opérateurs économiques dans le cadre de la passation ou de la réalisation de contrats publics.

Le prix des droits d'utilisation des résultats est inclus forfaitairement dans le prix de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 35.3.1, en raison de la nature des résultats (livrables), l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés à l'occasion de l'accord-cadre.

### **11.4 Destruction des données**

Les dispositions de l'article 31 du C.C.A.G. / P.I. sont applicables et font parties intégrantes du présent accord-cadre.

## **Article XII. REPARATION DES DOMMAGES ET ASSURANCES**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du C.C.A.G. / P.I, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'acheteur ou de son représentant par le titulaire du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens

du titulaire par l'acheteur ou son représentant du fait de l'exécution du marché sont à la charge de l'acheteur ou de son représentant.

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur ou de son représentant et des tiers, victimes d'accidents, ou de dommages causés par l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'article 9 du C.C.A.G. / P.I.

### **Article XIII. OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS**

#### ➤ 13.1 Application de la réglementation du travail

Conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché produit tous les six mois les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, et ce jusqu'à la date de fin du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire en application de l'article 39.1 a) du C.C.A.G/PI. La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

En application de l'article D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

#### 13.2 Attestations d'assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités résultant de l'accomplissement de sa mission.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation de l'accord-cadre avec le titulaire à ses frais et risques.

### **Article XIV. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS DE MARCHE**

Si le périmètre du présent accord-cadre change (suppression ou ajout d'établissement, nouvelle emprise), les prix de l'accord-cadre ne pourront être modifiés, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Toute autre modification du présent accord-cadre fera l'objet d'un avenant.

### **Article XV. DIFFERENDS ET LITIGES**

#### 15.1 Règlement des litiges : Médiation

A défaut de résolution du litige ou différend de façon amiable, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME.

Point de contact : [missionministérielle.pme@defense.gouv.fr](mailto:missionministérielle.pme@defense.gouv.fr) .

Hors cette médiation interne au ministère des Armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

#### 15.2 Règlement amiable et contentieux des différends et litiges

Le règlement des différends et litiges s'opère en application de l'article 43 du CCAG PI.

### **Article XVI. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

<b>Articles CCP</b>	<b>DEROGATIONS aux articles du CCAG</b>
1.1.3.3.1	3.4.3
1.1.7	2 ; 3.8.1
2.3	3.7.2
3	4.1
4.2	14.1.1 ; 14.1.2 ;14.1.3
4.2.3	14.1
6.2	11.7
6.4.1	10.2.4
7.3	11.2
8.1	29.1
9	22
10.1	40
10.2	36
11.3	35.3.1

### **Article XVII. ANNEXES :**

<b>Annexe 1</b>	dispositions techniques relatives au lot n°1
<b>Annexe 2</b>	dispositions techniques relatives au lot n°2
<b>Annexe 3</b>	dispositions techniques relatives au lot n°3
<b>Annexe 4</b>	dispositions techniques relatives au lot n°4
<b>Annexe 5</b>	dispositions techniques relatives au lot n°5
<b>Annexe 6</b>	dispositions techniques relatives au lot n°6
<b>Annexe 7</b>	Déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible